

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 37

Loi constituant l'Institut national de productivité

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. RODRIGUE TREMBLAY

Ministre de l'industrie et du commerce

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi pourvoit à la constitution et à l'organisation de l'Institut national de productivité.

L'Institut est une corporation dont le directeur et les neuf autres membres sont nommés par le gouvernement, dont trois après consultation des organismes les plus représentatifs du monde du travail et trois après consultation des organismes les plus représentatifs du monde des affaires.

Les objectifs que doit poursuivre l'Institut sont:

a) d'informer la population et les agents économiques sur la notion de productivité dans la vie économique;

b) de faire connaître l'importance de la productivité et le rôle des différents facteurs qui l'influencent;

c) de favoriser la collaboration et la concertation entre les agents économiques en matière de productivité.

Dans la poursuite de ses objectifs, l'Institut devra exécuter tout mandat spécifique que pourra lui confier le ministre de l'industrie et du commerce avec l'approbation du gouvernement.

Projet de loi n° 37

Loi constituant l'Institut national de productivité

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE L'INSTITUT

Création de
l'Institut.

1. Un organisme, ci-après appelé «l'Institut», est créé sous l'appellation de «l'Institut national de productivité».

Pouvoirs
d'une cor-
poration.

2. L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Droits et
privilèges
d'un man-
dataire du
gouverne-
ment.

3. L'Institut jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Domaine
public.

Les biens de l'Institut font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Respon-
sabilité.

L'Institut n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Siège
social.

4. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Séances.

L'Institut peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composi-
tion.

5. L'Institut est formé d'un directeur général et de neuf autres membres nommés par le gouvernement, dont trois après consultation des organismes les plus représentatifs du monde du travail et trois après consultation des organismes les plus représentatifs du monde des affaires.

Président et vice-président. **6.** Le gouvernement nomme le président et le vice-président de l'Institut parmi les membres de ce dernier.

Mandat. **7.** Le directeur général est nommé pour au plus cinq ans et les autres membres pour trois ans.

Idem. Toutefois, à l'exception du directeur général, trois des premiers membres sont nommés pour deux ans, trois pour trois ans et trois pour quatre ans.

Frais et allocations. **[[8.** Les membres de l'Institut autres que le directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.]]

Fonctions continuées. **9.** À la fin de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Remplacement en cours de mandat. Sauf dans le cas du directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

Incapacité du président. **10.** En cas d'incapacité d'agir, le président est remplacé, pendant que dure son incapacité, par le vice-président.

Quorum, voix supplémentaire. **11.** Le quorum de l'Institut est de six membres. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix supplémentaire.

Honoraires, etc., du directeur général. **[[12.** Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du directeur général ou, le cas échéant, son traitement supplémentaire.]]

Incapacité du directeur général. **13.** Au cas d'incapacité d'agir du directeur général, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité, par le gouvernement qui fixe ses honoraires.

Nomination, etc. **[[14.** Le secrétaire ainsi que les autres membres du personnel de l'Institut sont nommés et rémunérés selon la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Pouvoirs de sous-chef. Le directeur général exerce à leur égard les pouvoirs que ladite Loi de la fonction publique attribue aux sous-chefs des ministères.]]

Intérêts prohibés à l'égard du directeur général. **15.** Le directeur général de l'Institut ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut.

Obligation de disposer d'intérêts. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession pu par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Publication de l'intérêt des autres membres. Tout autre membre de l'Institut qui est intéressé directement ou indirectement dans un contrat ou dans un projet de contrat avec l'Institut est tenu, sous peine de déchéance de sa charge, de dévoiler son intérêt aux autres membres sans délai, et il ne peut voter sur un tel contrat ou projet de contrat.

Services exclusifs. **16.** La qualité de directeur général de l'Institut est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

Administration. **17.** Le directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre des règlements de ce dernier.

Règlements. **18.** L'Institut peut faire des règlements pour:
 a) sa régie interne;
 b) la formation et les pouvoirs d'un comité exécutif;
 c) la définition des devoirs et pouvoirs de son personnel.

Entrée en vigueur. Ces règlements n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

Authenticité des procès-verbaux et autres documents. **19.** Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par l'Institut et certifiés par le président ou le secrétaire ou par tout autre fonctionnaire de l'Institut désigné par les règlements adoptés à cette fin par l'Institut; il en est de même des documents et des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

Objectifs. **20.** Les objectifs que doit poursuivre l'Institut sont:
 a) d'informer la population et les agents économiques sur la notion de productivité dans la vie économique;
 b) de faire connaître l'importance de la productivité et le rôle des différents facteurs qui l'influencent;
 c) de favoriser la collaboration et la concertation entre les agents économiques en matière de productivité.

Fonctions.

21. L'Institut a pour fonctions:

- a) d'effectuer des études et des recherches sur la productivité, notamment dans le secteur industriel;
- b) de diffuser les résultats de ces études et recherches ainsi que les informations provenant d'autres organismes;
- c) de transmettre le résultat d'études et de recherches aux agents économiques intéressés dans le but de susciter leur concertation et leur intervention en vue d'accroître la productivité;
- d) de suggérer au gouvernement et aux agents économiques des actions visant à accroître la productivité dans l'ensemble des activités économiques ou dans un secteur déterminé.

Pouvoir de contracter.

22. L'Institut ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

- a) conclure un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental;
- b) conclure avec toute personne tout autre contrat l'engageant pour plus de deux ans;
- c) contracter un emprunt qui porte à plus de \$1,000,000 le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées.

Activités prohibées.

23. L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales.Pouvoir de recevoir des dons, etc.
Contribution, etc., approuvée.**24.** L'Institut peut recevoir et accepter tout octroi, don, legs ou contribution.

Il ne peut cependant accepter aucun octroi, don ou contribution auquel sont attachés des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, sans l'autorisation du gouvernement.

Mandat du ministre approuvé par le gouvernement.
Dépôt.**25.** Dans la poursuite de ses objectifs, l'Institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie le ministre de l'industrie et du commerce avec l'approbation du gouvernement.

Un tel mandat doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si le mandat est approuvé alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il doit être déposé devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES

Année financière.

26. L'année financière de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport
annuel.

27. L'Institut doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre de l'industrie et du commerce un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que ce ministre peut prescrire.

Renseignements
additionnels.

L'Institut doit en outre fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

Dépôt.

28. Le ministre dépose le rapport de l'Institut devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

Vérification.

29. Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Institut.

Ministre
responsable.

30. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

Dispositions
financières.

[[**31.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1978/1979, sur le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

Entrée en
vigueur.

32. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.